

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROSSI

80 CHEMIN de BEAUCHAMP
84170 Monteux

Références :D-00162-2025/LRAR N°1A 214 953 2479 2
Code AIOT : 0006400546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre VHU et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Récolement APC « eaux souterraines »
- Instru-pection de 2 porters à connaissance

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Actualisation de l'IEM	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant-Réalisation des analyses semestrielles	Tous les 6 mois (en juin et novembre)
5	Porter à connaissance en attente	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Entretien voirie (propreté)	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de gestion en fonction du résultat de l'IEM	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 2	Sans objet
3	Analyse des risques résiduels	AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3	Sans objet
4	Porter à connaissance de septembre 2024	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2	Sans objet
6	Plan Défense Incendie (PDI)	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un incendie du 27 mars 2012, l'exploitant a eu obligation par un arrêté préfectoral portant mesures d'urgence de réaliser une étude nommée interprétation de l'état des milieux (IEM) afin de définir l'impact des eaux d'extinction incendie sur les eaux souterraines dans les secteurs affectés (volume d'extinction incendie estimé à 2 400 m³). Cette étude a mis en évidence une vulnérabilité de la nappe souterraine au droit du site avec la présence d'éthyl-tert-butyl-éther (ETBE) et de méthyl-tert-butyl-éther (MTBE). Aussi, un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines a été réalisé d'octobre 2013 jusqu'à avril 2021, aboutissant par arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 à la

réalisation d'une IEM actualisée. Cette IEM a été remise le 29 juin 2022.

La présente visite consiste à :

1. vérifier les suites données à l'IEM actualisée,
2. instruire deux porters à connaissance (évolution des horaires de fonctionnement et extension du site).

Il ressort de la présente visite que l'exploitant doit :

- poursuivre son suivi des eaux souterraines, notamment pour les paramètres ETBE et MTBE,
- mettre à jour son porter à connaissance sur l'extension du site.

Par ailleurs un projet d'arrêté préfectoral concernant l'évolution des horaires de fonctionnement du site a été proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actualisation de l'IEM

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification panache pollution ETBE
Prescription contrôlée : Les établissements ROSSI, dont le siège social est situé 80 chemin de Beauchamp à MONTEUX, sont tenus de conduire une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM). Cette IEM doit conduire à identifier précisément l'ensemble des voies et des expositions pertinentes. Elle doit s'appuyer sur des campagnes de mesures réalisées dans les différents milieux d'exposition susceptibles de poser problème pour caractériser leur état de pollution, et définir, notamment pour les eaux souterraines, les zones pour lesquelles la pollution a migré hors du site, ainsi que si la valeur seuil de 60 µg/L en éthyl-tert-butyl-éther (ETBE) est dépassée. Pour cela, l'IEM doit se baser sur les résultats de la surveillance des eaux souterraines et des sols réalisés à ce jour. Le rapport final de cette étude doit être remis à Monsieur le préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <u>Contexte :</u> Suite à un incendie du 27 mars 2012, l'exploitant a eu obligation par un arrêté préfectoral du 30 mars 2012 portant mesures d'urgence de réaliser une étude nommée interprétation de l'état des milieux (IEM) afin de définir l'impact des eaux d'extinction incendie sur les eaux souterraines dans les secteurs affectés (volume d'extinction incendie estimé à 2 400 m ³ , déversé en partie dans les fossés Nord et Sud et en partie infiltrée dans les sols). Respectivement, le 06 septembre et le 06 novembre 2012, l'exploitant a remis le diagnostic environnemental du milieu souterrain du site réalisé par le bureau d'études BURGEAP (rapport référencé RESISE01661-01 du 06 août 2012) et le complément du diagnostic environnemental du milieu souterrain et de l'IEM réalisé par BURGEAP (rapport référencé RESISE01661-02 du 05

octobre 2012). Ce dernier rapport a mis en évidence une vulnérabilité de la nappe souterraine au droit du site et la présence d'éthyl-tert-butyl-éther (ETBE) et de méthyl-tert-butyl-éther (MTBE).

Aussi, afin de surveiller la qualité des eaux souterraines circulant sous le site exploité par les établissements ROSSI, un arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté d'autorisation n°43 du 03 avril 2002 a été signé le 11 juin 2013 (arrêté n°2013162.003). Cet arrêté précise les piézomètres concernés par la surveillance, les paramètres à mesurer et la périodicité des prélèvements (semestrielle) afin d'assurer les mesures de surveillance nécessaires de la nappe souterraine au droit du site.

Les analyses de suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines établis par le bureau d'études BURGEAP ont été réalisées d'octobre 2013 jusqu'à avril 2021. Le bilan de ces rapports d'analyses ont conduit à un nouvel arrêté préfectoral complémentaire pris le 27 octobre 2021 qui impose des prescriptions complémentaires aux établissements ROSSI pour la gestion de la pollution des eaux souterraines et des sols identifiée sur l'installation. En effet, les rapports d'analyses de suivi de la nappe faisaient état d'une pollution des eaux souterraines par de l'ETBE et du MTBE uniquement sur les deux piézomètres aval (pollution significative des activités pratiquées sur le site). De plus, les dernières analyses faisaient état d'une augmentation depuis 2015 de la teneur en ETBE en aval du site (270 µg/L en octobre 2020 sur le piézomètre aval PZ3) et en MTBE en aval du site (21 µg/L en octobre 2020 sur le piézomètre aval PZ3).

Par ce nouvel arrêté préfectoral, l'exploitant devait donc **actualiser son IEM et notamment définir pour les eaux souterraines, les zones pour lesquelles la pollution a migré hors du site et si la valeur seuil de 60 µg/L en éthyl-tert-butyl-éther (ETBE) était dépassée.**

À noter qu'il n'existe pas de valeur de référence pour l'ETBE et le MTBE. Par contre, l'avis de l'agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) relatif à l'évaluation des risques sanitaires liés à la présence d'ETBE en date du 15 mars 2010, estime qu'une concentration en ETBE inférieure à 60 µg/L n'entraîne pas de risque pour la santé des consommateurs.

Ainsi, l'objectif de cette visite d'inspection est donc de vérifier que les prescriptions de ce dernier arrêté préfectoral complémentaire ont été respectées et notamment que les mesures en ETBE ne dépassent pas la valeur seuil déterminée par l'AFSSA.

Un rapport IEM a été transmis à l'inspection le 29 juin 2022. Il a été réalisé par HUB Environnement (*Diagnostic complémentaire de la qualité environnementale des sols dans le cadre d'une IEM* en date du 22 juin 2022 et référencé n°20220622 RF). Les conclusions de l'IEM (prélèvements du 17 mai 2022) sont les suivants :

- **« Dans les sols sur brut:**
 - Des anomalies fortes en cadmium (jusqu'à 3,15 mg/kg), cuivre (jusqu'à 348 mg/kg), mercure (2,59 mg/kg), plomb (jusqu'à 473 mg/kg) et zinc (jusqu'à 1 770 mg/kg) sur les échantillons T1 et T2, situés en aval hydraulique (données GINGER de 2012).
 - Des anomalies fortes en cuivre (140 mg/kg), plomb (230 mg/kg) et zinc (1 000 mg/kg) au droit du sondage T4, dans le fossé au sud du site (données HUB-Environnement de 2022).
 - Des anomalies modérées pour la majorité des métaux analysés au droit de T1, T2 et T4 situé dans le fossé sud.
 - Un dépassement du seuil ISDI en HCT au droit de T2 et T4 (jusqu'à 2 300 mg/kg).
 - Des traces de HAP, BTEX et PCB au droit de T1 et T2 (données GINGER de 2012)
 - **L'absence de ETBE et MTBE dans les sols des fossés.**

- **Dans les eaux souterraines :**
 - La présence d'ETBE au droit de la quasi-totalité de la zone d'étude, principalement la moitié ouest, la concentration maximale ayant été mise en évidence au droit de Pz3 (41µ/l).
 - Les teneurs en ETBE sont très variables au cours du temps, notamment au droit de Pz3.
 - La répartition de l'ETBE suit globalement le sens d'écoulement général de la nappe, avec cependant une inflexion Nord-Sud au droit de l'ancien site COVED (Pz3 et Pz5).
- ➔ **Aucun ouvrage analysé ne présente de dépassements de la valeur seuil de l'arrêté en ETBE (60 µ/l).**
- ➔ **Les teneurs en ETBE n'ont été mises en évidence qu'au droit de la zone d'étude. »**


Les préconisations du bureau d'étude sont : « **Suivi des eaux souterraines** : Compte tenu des concentrations en ETBE mises en évidence en teneurs inférieures à la valeur seuil demandée par l'administration et du fait que le panache d'ETBE ne sorte pas des limites de la zone d'étude, le contrôle des eaux souterraines n'est pas nécessaire. »


Depuis la remise de l'IEM actualisée, le 29/06/2022, l'exploitant a continué à analyser les substances ETBE et MTBE dans les eaux souterraines.

En séance l'exploitant a montré le dernier rapport d'analyses des eaux souterraines (PZ01, PZ02, PZ03 et Pz0 puits) en date du 21/11/2024 dont les valeurs en ETBE et MTBE sont détaillées dans le tableau ci-dessous. À noter que PZ01 est situé en amont latéral du site, PZ02 est en amont du site, PZ03 et PZ-Puits sont en aval du site.

Les rapports de suivi semestriels des eaux souterraine ont précisément été contrôlés post-inspection via l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente). Il ressort de l'analyse de ces derniers rapports les résultats suivants :

Piézomètres	Paramètres	Analyse du 17/05/2022	Analyse du 15/06/2023	Analyse du 28/11/2023	Analyse du 06/06/2024	Analyse du 21/11/2024
PZ01	ETBE	0,9 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L
	MTBE	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L
PZ02	ETBE	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L
	MTBE	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L
PZ03	ETBE	41 µg/L	30 µg/L	120 µg/L	12 µg/L	48 µg/L
	MTBE	4,5 µg/L	3,9 µg/L	7,6 µg/L	2,8 µg/L	5,2 µg/L
PZ-PUITS	ETBE	1,9 µg/L	1,1 µg/L	1,6 µg/L	<0,5 µg/L	0,6 µg/L
	MTBE	1,5 µg/L	<0,5 µg/L	0,6 µg/L	<0,5 µg/L	<0,5 µg/L

 Valeurs supérieures à la valeur AFSSA déterminée à 60 µg/L

 Valeurs proches de la valeur AFSSA déterminée à 60 µg/L

À partir de ce tableau, on constate que :

- les valeurs en ETBE et MTBE sont inférieures à 0,5 µg/L pour PZ01 et PZ02,
- les valeurs en ETBE et MTBE sont significatives au niveau de PZ03 avec :
 - des valeurs en MTBE qui sont globalement constantes : variation de 2,8 à 7,6 µg/L (à noter que le bureau d'étude HUB environnement mentionne dans son rapport une

<p>valeur de Santé Canada de 2006 de 15 µg/L),</p> <ul style="list-style-type: none"> des valeurs en ETBE qui sont proches de la valeur AFSSA de 60 µg/L, en mai 2022 (41 µg/L), en novembre 2024 (48 µg/L) et une valeur qui dépasse largement la valeur AFSSA en novembre 2023 (120 µg/L). les substances ETBE et MTBE au niveau du PZ-Puits sont plutôt faibles, ne dépassant pas 2 µg/L pour l'ETBE et 1,5 µg/L pour le MTBE. <p>En conclusion, même si les teneurs en ETBE n'ont été mises en évidence qu'au droit de la zone d'étude, au vu des constats précédents basés sur les analyses réalisées postérieurement à l'étude (teneurs au droit du site en ETBE proches de la valeur AFSSA, voire le double pour la valeur du mois de novembre 2023), l'exploitant doit continuer à compléter ses analyses semestrielles avec la mesure des substances ETBE et MTBE à minima durant deux années (juin et novembre de chaque année).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit continuer à compléter ses analyses semestrielles des eaux souterraines avec la mesure des substances ETBE et MTBE à minima durant deux années (juin et novembre de chaque année). Si des valeurs en ETBE dépassent le seuil AFSSA (60 µg/L), il faudra poursuivre les mesures.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : Tous les 6 mois (en juin et novembre)</p>

N° 2 : Plan de gestion en fonction du résultat de l'IEM

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etat des milieux d'exposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'IEM confirme que l'état des milieux d'exposition est dégradé par rapport à l'état initial de l'environnement, notamment si les impacts se révèlent inacceptables au regard des usages constatés, l'exploitant devra engager un plan de gestion pour supprimer, ou du moins maîtriser, la ou les sources de pollution. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu du constat précédent, il n'est pas proposé à l'exploitant d'engager un plan de gestion de la pollution. Toutefois, l'exploitant doit continuer à compléter ses analyses semestrielles des eaux souterraines avec la mesure des substances ETBE et MTBE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Analyse des risques résiduels

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/10/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques sanitaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les caractéristiques du plan de gestion ne permettent pas de supprimer toutes les possibilités de contact entre les pollutions et les personnes, les risques sanitaires potentiels liés aux</p>

expositions résiduelles devront être évalués et appréciés au travers d'une analyse des risques résiduels prédictive. [...]
Constats : Comme il n'est pas proposé à l'exploitant d'engager un plan de gestion de la pollution (cf point de contrôle précédent), une analyse des risques résiduels n'est donc pas à réaliser à ce stade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Porter à connaissance de septembre 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Evolution des horaires de fonctionnement
Prescription contrôlée : [...] « Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation ».
[...]

Constats :

Le 20 septembre 2024, l'exploitant a transmis un porter à connaissance (PAC) afin de demander une évolution des horaires de fonctionnement de son site (dossier établi par EVOLUTYS intitulé ÉVOLUTION DES HORAIRES DE FONCTIONNEMENT - Version 1 - Septembre 2024).

La société ROSSI est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n°3 du 04 avril 2002 modifié. Dans son dossier d'autorisation déposé en 2001, les horaires du site en fonctionnement normal sont mentionnés du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Les modifications demandées sont : « *Pour pouvoir mieux répartir les flux de déchets entrant sur le site, pallier aux événements imprévisibles, notamment : retard trafic..., lisser ses opérations de maintenance, s'adapter aux aléas climatiques et aux effets du changement climatique, ROSSI souhaite modifier ses horaires de la façon suivante : 6h00 à 22h00 du lundi au samedi. ROSSI souhaite ainsi avoir la possibilité de répartir différemment ses activités au sein de cette amplitude horaire selon ses besoins, sans pour autant fonctionner en continu de 6h00 à 22h00.*

Les activités du samedi correspondront à des activités de maintenance sur site, à l'exception de 5 samedis par an lorsque nécessaire. En effet, pour parer à tout fonctionnement dégradé (panne des installations, incident, maintenance préventive ou curative, événement météorologique exceptionnel...), ROSSI souhaite avoir la possibilité d'exploiter ses installations (hors trafic PL) 5 samedis par an de 6h00 à 22h00 ; notamment pour pouvoir maintenir la quantité de déchets à traiter ou présente sur le site en cohérence avec les volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral.

Ces adaptations n'entraîneront pas d'augmentation de la capacité de production ni les volumes de déchets présents sur site. »

L'objectif de la visite a été d'instruire le dossier et de bien comprendre les besoins de l'exploitant au regard de la plage horaire fortement amplifiée (doublement du nombre d'heures par jour et fonctionnement le samedi) et de la fin d'heure atypique (22h00).

Suite à cette visite, des compléments au sujet des horaires demandées ont été apportés par mail le 29/01/2025.

Les questions posées et les réponses apportées lors de la visite et des compléments sont :

1) Pourquoi une demande de modification après 18h00, soit jusqu'à 22h00 ?

L'exploitant a précisé que l'horaire de 22h00 avait été vu dans un de ses anciens arrêtés préfectoraux. Il a également indiqué qu'il n'y aurait pas de production après 19h00 (la production sera uniquement de 6h00 à 19h00). Pour l'exploitant, il s'agirait simplement après 19h00 de pouvoir réceptionner un camion chargé en retard de livraison ou d'accueillir des techniciens de maintenance pour des réparations éventuelles.

Le besoin n'étant pas clairement expliqué dans le dossier, l'inspection a demandé des compléments à l'exploitant (cf point suivant avec tableau des horaires).

2) Pourquoi une demande les samedis et expliquer les 5 samedis par an où exploitation de 6h00 à 22h00 ?

L'exploitant souhaite bénéficier du samedi de 6h00 à 22h00 afin de réaliser des opérations de maintenance. Aucun trafic de camions, ni aucune exploitation ne seront effectifs ce jour-là.

Par contre, l'exploitant souhaite bénéficier, 5 samedis par an, de l'exploitation de ses installations de 6h00 à 22h00 (hors trafic poids-lourds).

En séance, l'exploitant a précisé que les horaires de chargement/déchargement sont de 8h00 à

18h00 (horaires administratif de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00).

Le besoin n'étant pas clairement expliqué dans le dossier, l'inspection a demandé des compléments à l'exploitant. Aussi, dans ses compléments en date du 29/01/2025, l'exploitant a transmis un tableau par activités comme suit :

Activités principales	Amplitude En cas de besoin du lundi au vendredi	Amplitude en cas de besoin les samedis Maintenance réparation	5 samedis Par an Amplitude En cas de besoin Exploitation
Réception : chargement / déchargement matière	08h-18h30		
Broyeur	6h-19h		6h-16h
Pré-broyeur	6h-19h		6h-12H
Presse	6h-19h		6h-12h
Courant de foucault	6h-19h		6h-16h
Maintenance installation	6h-19h (19h-22h)	6h-19h (19h-22h)	
Atelier mécanique	7h-18h30		

En séance, l'inspection a alerté l'exploitant sur la difficulté d'autoriser jusqu'à 22h00 et lui a indiqué qu'il semble plus judicieux d'accorder jusqu'à 19h00 pour le fonctionnement du site d'autant que les pannes techniques correspondant à des imprévus n'ont pas nécessairement besoin d'être inclus dans les plages horaires de fonctionnement du site. L'exploitant a convenu le jour de la visite que 19h00 est acceptable pour son exploitation. Il a même précisé dans ses compléments que « L'amplitude horaire nécessaire au bon fonctionnement de notre exploitation est de 06h00 à 19h00, **sans pour autant fonctionner en continu et ni exploiter l'ensemble de l'amplitude horaire.** »

Concernant les samedis, l'exploitant souhaite bénéficier d'horaires d'ouverture de 6h00 à 19h00 uniquement pour effectuer des opérations de maintenance/réparations. Par contre, 5 samedis par an, afin de palier à des surplus d'activités l'exploitant souhaite fonctionner comme suit :

- de 6h00-16h00 pour le fonctionnement du broyeur et du courant de Foucault,
- de 6h00-12h00 pour le fonctionnement du pré-broyeur et de la presse.

Dans ce cas-là, il n'y aura pas de réception, ni de chargement de matières (pas de trafic PL). Seul un camion effectuant des transits internes sera en circulation mais uniquement à l'intérieur du site.

Par ailleurs, comme demandé par l'inspection, pour l'activité des 5 samedis par an, l'exploitant informera les services de l'inspection au moins 48 h avant.

3) Précisions sur la surveillance du site :

L'exploitant a précisé qu'en dehors des horaires administratifs (8h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00), il y aura toujours une personne du site présente voire deux, y compris les samedis.

4) Précision sur les études bruit :

Une campagne de mesure de bruit a été réalisée :

- de jour (7h-22h) le 26 mars 2024 (rapport APAVE n°134131153-001-2 du 20/06/2024)
- de nuit (22h-7h00) le 22 mai 2024 (rapport APAVE n° 134258762-001-2 du 28/06/2024)

L'exploitant a confirmé en séance que les études de bruit en période nocturne et diurne ont bien été réalisées avec le site en activité.

Les mesurages des niveaux sonores émis dans l'environnement effectués le 26/03/2024 et le 22/05/2024 ont permis de montrer que les installations respectent les critères définis par l'arrêté spécifique au site ou par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. En effet, les niveaux en limite de propriété et les émergences sont conformes.

Les sources de bruits les plus importantes du site sont le broyeur ainsi que la grue.

5) Correction des procédures « Schémas d'alerte » en période ouvrée et non ouvrée (annexe 3 du PAC)

Même, si l'accident est maîtrisé en interne, l'exploitant doit en informer la DREAL en transmettant une déclaration d'accident/incident. Un modèle de déclaration intitulé « fiche G/P » (Gravité/Perception) existe sur le site de la DREAL PACA à l'adresse suivante : <https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/declaration-d-accident-incident-fiche-g-p-a13676.html>

L'exploitant doit donc compléter les procédures susmentionnées au niveau du bloc « gestion en interne ».

Par ailleurs, l'exploitant veillera à la mise à jour de ces procédures lors de la modification des horaires.

Post-inspection, il a été convenu d'accorder les horaires suivants :

- du lundi au vendredi de 06h00 à 19h00,
- tous les samedis de 6h00 à 19h00 uniquement pour des opérations de maintenance/réparation,
- 5 samedis par an avec :
 - de 6h00 à 16h00 pour le fonctionnement du broyeur et du courant de Foucault,
 - de 6h00 à 12h00 pour le fonctionnement du pré-broyeur et de la presse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter ses procédures concernant les schémas d'alerte en période ouvrée et non ouvrée en mentionnant l'information de la DREAL en cas d'accident maîtrisé en interne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Porter à connaissance en attente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Extension géographique suite cessation activité PAPREC (ex-COVED)

Prescription contrôlée :

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux données et plans joints à la demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessous. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son

voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation.

Constats :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance (PAC) le 06 mars 2020 pour un projet d'extension sur les parcelles (section F n° 500 - 501 - 502 - 503 et 504), qui appartiendraient à la famille ROSSI, et anciennement exploitées par PAPREC (ex-COVED. Elles sont situées à proximité immédiate du site actuel (dossier nommé PAC1).

Une demande de complément a été faite par l'inspection le 25 mars 2020.

La visite d'inspection a pour objectif notamment de mettre à jour l'instruction de ce dossier en vérifiant avec l'exploitant s'il a transmis un nouveau PAC suite à la demande de compléments susmentionnée. Par ailleurs, l'exploitant ayant déjà étendu sa zone de stockage, il s'agit également de procéder à un état des lieux.

En séance, l'exploitant n'a pas eu souvenir de la transmission d'un nouveau PAC. Il a donc été convenu de visualiser sur le terrain la matérialisation effective de cette extension et de contrôler post-inspection si des compléments ont été apportés afin d'instruire la demande d'extension.

Post-inspection, un courrier de l'exploitant en date du 09 août 2021 qui apporte des compléments au PAC1 a été retrouvé par l'inspection (dossier nommé PAC2).

Analyse du PAC2 : le projet d'extension qui a été révisé à la baisse au niveau des activités projetées entre le PAC1 et le PAC2, consiste à utiliser uniquement la parcelle 0504 pour stocker des bennes, des bacs et fûts pour le tri des différentes matières avec :

1. à l'extérieur du bâtiment des bennes de D3E (8 à 10 bennes) et 1 benne bois
2. à l'intérieur du bâtiment une benne carton, des bacs de tri (verre écrans, pots catalytique...), 4 à 6 fûts spécifiques (condensateurs, batteries lithium), pièces détachées VHU et 8 à 10 bennes (stockage métaux non ferreux tels que cuivre, laiton jantes alu, plomb, zinc, radiateurs, câbles...)

NB : le bâtiment de type hangar est situé sur les parcelles 0504, 0502 et 0500

Sur le terrain, il a été constaté :

- la présence à l'extérieur, entre le bâtiment-hangar situé à l'ouest du site ROSSI autorisé et le pont bascule, des bennes pour le stockage des D3E (9 bennes noires de 20 m³) avec des murs d'isolation type coupe-feu (à justifier par l'exploitant) entre les bennes D3E et les murs du bâtiment et 2 bennes de 20 m³ de ferraille ainsi qu'un stock en vrac de bouteilles de gaz (volume précis non déterminée),
- la présence à l'intérieur côté droit du bâtiment (face à nous) :
 - de 7 fûts pour le stockage de batteries lithium et de condensateurs remplis de vermiculite pour limiter le risque incendie,
 - d'au minimum 7 caisse-palettes avec des déchets triés,
- la présence à l'intérieur côté gauche du bâtiment :
 - de véhicules professionnels garés,
 - de bennes de 20 à 30 m³ (11 comptabilisées) remplis de métaux et d'alliages de métaux (câble cuivre PVC, laiton, zinc, aluminium, etc.). Le tri est opéré dans ces bennes,
 - de fûts (21 fûts comptabilisés) et des caisses-palettes (10 comptabilisées),
 - des contenants autres et « bennettes » pleines de déchets triés,

- derrière le bâtiment à l'ouest, un stock extérieur de benne vides (constat par sondage de 3 bennes), de camions et véhicules professionnels garés.

L'extension s'est clairement opérée sur tout le hangar et les terrains extérieurs, et non pas uniquement sur la parcelle 0504. Par exemple, les bennes sont disposées à l'intérieur de part et d'autre du hangar côté gauche et donc s'étalent sur la parcelle 0502. De plus, le nombre de fûts constatées sur le terrain (27 fûts comptabilisés) est plus important que celui mentionné dans le PAC2 (4 à 6 fûts).

Au regard de ce qui précède, **l'exploitant doit actualiser son PAC2 conformément à la demande formulée dans l'encart ci-après.**

Enfin, ce PAC2 fait état d'un « porter à connaissance - Rubriques ICPE supplémentaires du 08 août 2019 » qui serait « en cours d'instruction dans nos services ». Néanmoins, post-inspection, nous n'avons pas trouvé ce porter à connaissance. Étant donné que vous devez analyser l'extension en vigueur au regard de la liste des rubriques autorisées dans votre arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire du 15/04/2015, il est considéré que ce porter à connaissance du 08 août 2019 n'est plus d'actualité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit actualiser son PAC2 en :

1. **précisant la surface et donc les parcelles réellement utilisées** pour son activité de stockage y compris le stockage du matériel (benne vides, véhicules professionnelles, etc.),
2. **détaillant les déchets stockés** dans cette extension (description, typologie déchets, caractéristiques et volumes de stockages, types de contenants, etc.
3. **comparant cette extension au regard des rubriques ICPE concernées** afin de vérifier le respect des volumes ou surfaces autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/04/2015,
4. **précisant le degré coupe-feu des murs coupe-feu et leur efficacité** constatés sur le terrain,
5. **mettant à jour le plan de stockage** des différents déchets triés et celui du stockage hors activité ICPE (engins, bennes vides, etc.). Ce plan doit permettre de comprendre les zones de stockages dédiées au tri des déchets des autres zones sur les parcelles (0500, 0502 et 0504),
6. **transmettant un plan d'ensemble du site actuel avec le nouveau périmètre d'activité** (numéros de parcelles et surface du site autorisé et de l'extension),
7. **présentant les éventuels impacts liés à l'extension du site en vigueur** (collecte et traitement des eaux pluviales par exemple),
8. **présentant les éventuels dangers liés à l'extension du site en vigueur et les mesures de réduction associés** (mesures prises contre les risques d'incendie et contre le déversement de produits polluants par exemple).

De plus, en comparant avec la demande de compléments de l'inspection et le PAC2, l'exploitant doit :

1. **Transmettre un plan d'ensemble plus lisible et conforme des réseaux** notamment le réseau pluvial et la gestion des eaux d'extinction incendie au regard du nouveau périmètre en vigueur (extension et site actuel).
2. **Transmettre un plan de localisation des moyens incendies de cette extension** (extincteurs, RI, mur coupe-feu, etc.).
3. **Fournir un justificatif pour l'utilisation des parcelles de l'extension** (état parcellaire et

accord écrits des propriétaires), 4. Fournir un justificatif de compatibilité avec les documents d'urbanisme de la commune de Monteux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan Défense Incendie (PDI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du PDI
Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, [...]
Constats : L'exploitant a rencontré le SDIS le 10/12/2024 afin de lui transmettre son plan de défense incendie (PDI) conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023. Ce dernier a été révisé à la demande du SDIS (document intitulé CONS80B). Lors d'une nouvelle réunion intervenue le 08/01/2024, le PDI révisé a été remis au SDIS pour validation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien voirie (propreté)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies de circulation
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation seront entretenues, balayées et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.
Constats : Lors de l'inspection terrain, la présence d'un « trou » dans la chaussée située entre le bâtiment administratif et le broyeur a été constaté. L'exploitant a présenté des factures de la société 4M Provence Route attestant de la réfection régulière des voies de circulation du site : <ul style="list-style-type: none"> • Facture n° BM/F230441 du 30/04/2023, • Facture n° BM/F230513 du 23/05/2023, • Facture n° LN/F231203 du 05/12/2023, Concernant la partie restante où le trou a été constaté, la société 4M Provence Route n'a pas pu intervenir et doit suite à la demande de l'exploitant actualiser son devis n° BM/D230307 du 09 mars 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre sous 3 mois un devis actualisé et la date prévisionnel des travaux de réfection de la partie de chaussée restante. Il transmettra par la suite la facture acquittée attestant la réalisation des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois